

N° 4586¹**CHAMBRE DES DEPUTES**2^e Session extraordinaire 1999

**PROJET DE REGLEMENT
GRAND-DUCAL****portant modification du règlement grand-ducal du 30 mai 1994
concernant la production d'énergie électrique basée sur les énergies
renouvelables ou sur la cogénération**

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE

(17.9.1999)

Par sa lettre du 15 juillet 1999, Monsieur le Ministre de l'Energie a bien voulu saisir la Chambre de Commerce pour avis du projet de règlement grand-ducal sous rubrique.

L'objet du présent projet de règlement grand-ducal est de modifier plusieurs dispositions du règlement grand-ducal du 30 mai 1994 concernant la production d'énergie électrique basée sur les énergies renouvelables ou sur la cogénération.

La Chambre de Commerce voudrait rappeler que ce règlement grand-ducal a sa base juridique dans la loi du 5 août 1993 concernant l'utilisation rationnelle de l'énergie. Cette dernière avait créé dans son article 6 la base légale pour que les modalités de rémunération, de raccordement et de fourniture de courant puissent être déterminées par règlement grand-ducal.

En effet, le règlement grand-ducal du 30 mai 1994 met l'accent sur trois points essentiels:

- l'obligation du distributeur de racheter l'énergie électrique disponible en provenance des installations visées par le projet de règlement grand-ducal;
- les conditions de rémunération des quantités d'électricité rachetées;
- les modalités de raccordement et de fourniture de courant régies par les contrats-types figurant en annexe du règlement grand-ducal.

Au sujet du règlement grand-ducal du 30 mai 1994, la Chambre de Commerce avait rendu attentif à plusieurs problèmes (fixation des tarifs risquant un surcoût d'approvisionnement et des prix d'achat plus élevés pour les entreprises, subventionnement éventuel de l'électricité provenant de l'autoproduction, rentabilité de la cogénération, etc.) et à la difficulté, voire à l'impossibilité d'établir un bilan global des mesures envisagées. Pour le détail de ses observations, qui restent toujours pertinentes, la Chambre de Commerce renvoie à son avis du 7 octobre 1993 sur le projet de règlement grand-ducal concernant la production d'énergie électrique basée sur les énergies renouvelables ou sur la cogénération (doc. parl. No 3826¹).

Selon les auteurs du présent projet de règlement grand-ducal, le règlement grand-ducal du 30 mai 1994 précité a constitué l'élément clé pour le décollage de la cogénération et de l'énergie éolienne au Grand-Duché.

Actuellement, les 25 centrales de cogénération contribuent pour 1,2% à la couverture des besoins en énergie électrique du réseau public. Vu les avantages que présentent les réseaux de chaleur, les autorités ont estimé utile de les promouvoir en faisant profiter les centrales de cogénération du bénéfice du règlement grand-ducal du 30 mai 1994 tout en tenant compte des économies d'échelle réalisées par rapport à des unités de cogénération de puissance plus modeste.

Pour faire ainsi, le règlement grand-ducal du 30 mai 1994 est modifié dans le sens que la catégorie II s'appliquant à la cogénération est étendue jusqu'à 12.000 kW sous réserve de quelques réductions de la rémunération selon la tranche de puissance. En effet, afin de tenir compte du progrès technique et des

baisses du coût d'investissement, il est proposé de baisser les rémunérations pour l'électricité produite à partir d'unités de cogénération pour les contrats tombant sous la catégorie II et qui sont conclus après le 1^{er} janvier 2001. La Chambre de Commerce approuve la fixation de ce délai qui devrait permettre au secteur concerné le temps pour s'adapter aux nouvelles dispositions.

En ce qui concerne les énergies renouvelables, les modifications proposées par le présent projet de règlement grand-ducal visent à tenir compte des évolutions en matière d'énergie éolienne, d'énergie hydraulique et d'énergie au biogaz.

Pour ce qui est de l'énergie éolienne, le projet de règlement grand-ducal prévoit une modification en vue de rendre plus souple le passage entre la première et la deuxième catégorie tout en tenant compte des économies d'échelle à prévoir pour des installations plus puissantes et cela jusqu'à une puissance de 3.000 kW. Les auteurs proposent d'inclure les formules de glissement afférentes dans le texte réglementaire.

Par ailleurs, le présent projet de règlement grand-ducal propose d'accorder le bénéfice de la prime de 1 franc par kWh, prévue par le règlement grand-ducal de 1994 pour promouvoir l'énergie solaire photovoltaïque ou éolienne, aussi aux exploitants de l'énergie hydraulique (pour les microcentrales d'une puissance inférieure à 500 kW) et de l'énergie du biogaz.

Les auteurs du projet de règlement grand-ducal précisent que l'octroi de cette prime est susceptible de révision, notamment en ce qui concerne l'évolution des coûts d'investissement et l'augmentation de la fiabilité, et n'est donc pas à considérer comme un acquis. Ainsi le texte sous avis pourra-t-il être modifié ultérieurement afin d'adapter la prime de fonctionnement et/ou de la rémunération pour l'électricité produite à partir des énergies nouvelles ou renouvelables.

La Chambre de Commerce conçoit que des subsides à accorder à la production d'énergie électrique basée sur les énergies renouvelables ou sur la cogénération sont nécessaires pour contribuer à développer ces technologies. Les auteurs du projet de règlement grand-ducal précisent d'ailleurs à juste titre que les subsides octroyés jusqu'à présent ont fortement contribué au développement de ces technologies au Luxembourg.

De façon générale, l'électricité écologique rencontre un succès croissant, notamment en Allemagne, où les consommateurs prêts à payer un prix plus élevé pour cette forme d'énergie sont de plus en plus nombreux. Les autorités luxembourgeoises, en concertation avec les acteurs du marché de l'électricité national, devraient réfléchir à promouvoir davantage l'électricité écologique de façon à sensibiliser une plus grande part de la population susceptible d'accepter à payer un prix plus élevé pour l'énergie électrique écologique.

Si les subsides sont nécessaires pour stimuler cette forme de production d'énergie, les autorités doivent cependant veiller à limiter la subsidiation dans le temps, selon l'évolution des nouvelles technologies appliquées. Aussi la Chambre de Commerce est-elle d'avis que si ces dernières deviennent courantes, les subsides devraient être progressivement baissés, voire éliminés, afin de ne pas charger systématiquement le budget de l'Etat et de ne pas subventionner à long terme ce type de production d'électricité.

La Chambre de Commerce estime par ailleurs que ces formes d'énergie ne pourront représenter qu'une envergure limitée dans l'ensemble de l'énergie consommée. Dans une optique coût/efficacité, la Chambre de Commerce plaide plutôt pour une politique concertée sur le plan européen pour promouvoir les différentes formes d'énergie (éolienne, solaire, hydraulique) aux endroits où elles peuvent être produites de façon rationnelle.

Par ailleurs, la fixation de la rémunération de l'électricité résultant d'une production basée sur les énergies renouvelables ou sur la cogénération doit exclure toute hausse directe ou indirecte des prix d'approvisionnement pour les entreprises. C'est ainsi que la Chambre de Commerce approuve le transfert de la rémunération supplémentaire de 1 franc du concessionnaire public vers le budget ordinaire de l'Etat. Les auteurs précisent qu'à cet effet un article budgétaire a été prévu à partir de l'exercice budgétaire de l'an 2000.

L'accumulation des rémunérations supplémentaires pour énergies nouvelles et renouvelables pourrait se traduire en effet par un surcoût considérable. Ce dernier serait répercuté sur tous les consommateurs d'électricité au Luxembourg, selon un mécanisme de compensation prévu dans le projet de loi portant transposition de la directive 96/92/CE concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et portant modification de la loi du 21 mars 1997 sur les télécommunications et portant modification de la loi du 5 août 1993 concernant l'utilisation rationnelle de l'énergie. Cette façon de

procéder se traduirait le cas échéant par une pénalisation considérable pour les grands consommateurs industriels.

Le projet de règlement grand-ducal est accompagné d'un commentaire des articles exhaustif. La Chambre de Commerce n'a pas d'observations particulières à formuler au sujet de ces articles. Elle doit cependant rendre attentif au fait que le texte du projet de règlement grand-ducal soumis pour avis ne contient pas de préambule, ce qui est cependant une formalité substantielle pour assurer la validité légale du futur texte réglementaire.

*

Après consultation de ses ressortissants, la Chambre de Commerce ne peut approuver le projet de règlement grand-ducal sous rubrique que sous réserve de l'observation des remarques qui précèdent.